



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle du 04 au 10 novembre 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

ILES EPARSEES : LE REGIME SORT DE SON SILENCE

Le régime Rajaonarimampianina est enfin sorti de son silence, quelques semaines après la déclaration de l'Ambassadeur de France à Madagascar sur les Iles Eparses. En effet, Atallah Béatrice, numéro un de la diplomatie malgache a expliqué, en soulevant les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1979, que ces îles sont la propriété du peuple malgache et n'appartiennent nullement à la France. Le président de la République pour sa part, lors de la conférence de presse donnée le jour de son anniversaire, a fait savoir que le dossier est toujours d'actualité. Aussi, bien que des discussions aient déjà été engagées avec le Président français, les négociations ne s'arrêtent pas là. D'ailleurs, la ministre malgache des Affaires étrangères a fait savoir qu'une commission mixte franco-malgache, chargée de déterminer les conditions de gestion de ces terres, sera bientôt mise en place. Selon les propos du numéro un de l'Etat malgache, une cogestion avec la France ne serait pas à écarter. Toutefois, bien que rien n'ait encore été officiellement décidé quant au sort de ces îles, des troupes françaises ont effectué des simulations sur l'île Juan de Nova, pas plus tard que le 5 octobre dernier.

MA-TV et TV PLUS ont insisté sur les détails du discours du président de République portant sur la nature de la cogestion des îles. Cette collaboration, selon lui, portera davantage sur la gestion durable des ressources halieutiques et de la biodiversité ainsi que les recherches scientifiques. Hery Rajaonarimampianina n'a pas manqué cette occasion pour faire part de ses doutes sur la nature des mouvements de revendication qui ont émergé dernièrement, car bien que ces actions puissent être interprétées comme du patriotisme, elles pourraient avoir des dessous politiques. TV PLUS a notamment focalisé l'attention sur les interventions des invités de l'émission de débat Don-Dresaka. En effet, les intervenants ont exprimé leur souhait de reprendre les îles à la France et affirmer ainsi la souveraineté de Madagascar. FREE FM, pour sa part, voit dans l'insistance du Président à « négocier avec le pays colonisateur », un prétexte pour donner raison à la France. La station fait d'ailleurs intervenir le politicien Edouard Tsarahame, qui a exprimé sa crainte quant à la possibilité que les dirigeants aient déjà vendu ces terres aux étrangers, sans oublier d'accuser le numéro un malgache de trahison. Le chef de la diplomatie malgache Béatrice Atallah a refusé de répondre aux questions se rapportant à ces îles, constate avec amertume la station, sachant que la ministre française en charge des départements d'Outre-Mer vient d'effectuer une visite sur ces Iles Eparses. Le parti Otrikafo, réagissant au silence du Président malgache, est intervenu au micro de VIVA, lançant que l'attitude du Président laisse comprendre qu' « il

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



*considère les Malgaches comme des moins que rien ». Selon le journaliste, le Président, craignant la confrontation avec le parti politique, a préféré s'expliquer par médias interposés. De son côté, **KOLO TV**, à travers une approche approfondie, met l'accent sur la prochaine visite du ministre français en charge de l'Outre-Mer sur les Iles Glorieuses. Le journaliste voit là une manière pour la France de démontrer que ces presque îles lui appartiennent, d'autant plus que l'ambassadeur de France Véronique Vouland n'a pas jugé nécessaire de toucher mot sur cette visite aux dirigeants malgaches. Un avis partagé par les chroniqueurs de la **Radio ANTSIVA**, qui accusent la France de chercher par tous les moyens de faire comprendre aux Malgaches que les Iles éparses sont rattachées à l'ancien pays colonisateur, n'oubliant pas de faire remarquer la complicité des tenants du pouvoir qui n'ont pas joué la carte de la transparence, en omettant de dévoiler à la population les richesses contenues dans les sous-sols de ces îles. **RNM**, quant à elle, dans le cadre de la chronique **Ady Gasy**, tente de justifier la présence des Français sur ces îles, en avançant qu'il s'agit, en quelque sorte, d'une mesure de prévention contre les occupations clandestines de pirates et autres entités malveillantes.*

PROCESSUS ELECTORAL

SENATORIALES : LE PROCESSUS SE POURSUIT

Le président de la CENI, Hery Rakotomanana a souligné que le calendrier électoral est scrupuleusement respecté. Autrement dit, les élections sénatoriales se tiendront à la date indiquée, soit le 29 décembre. Il sera possible pour tous les candidats de déposer leur dossier auprès des Organes de vérification et d'enregistrement des candidatures (OVEC) à partir du 9 novembre, a expliqué Hery Rakotomanana, en ajoutant que la liste des dossiers à fournir est affichée dans tous les bureaux des OVEC. Interrogé par les journalistes sur le budget alloué à ces élections, le président de la CENI s'est voulu rassurant en précisant qu'il a déjà été défini. Il s'est toutefois abstenu de divulguer les détails de ce budget, se contentant de mentionner que le financement sera pris en charge par l'Etat et par le PACEM. En même temps, la Haute Cour Constitutionnelle a désigné son représentant au niveau de cette nouvelle structure en charge des élections. Il s'agit de Philibert Randriamanantsoa, ancien secrétaire général du ministère de l'Intérieur.

FREE FM constate que les partis politiques sont prêts à s'accaparer la majorité à la Chambre haute, à l'instar du parti au pouvoir **HVM**. Le groupement **MAPAR**, de son côté, ne manque pas non plus de détermination, car il a d'ores et déjà dévoilé l'identité de l'un des candidats qu'il présentera aux élections sénatoriales, en la personne de Brunelle Razafitsiandraofa. Cependant, **KOLO TV** rapporte qu'à la date du 10 novembre dernier, personne n'a encore déposé de candidature, même si 11 personnes sont déjà venues se renseigner sur les dossiers à fournir. **VIVA**, en ce sens, n'a pas manqué de dénoncer le flou entretenu autour des pièces à fournir et autour du montant du financement des scrutins. Aussi, la station a-t-elle exprimé sa déception quant aux imprécisions émanant du discours du président de la CENI sur le sujet. Ce dernier s'est contenté d'assurer verbalement que les préparatifs des élections sénatoriales vont bon train. Toutefois, **VIVA** considère le président de la CENI comme un « technicien expérimenté », compétent dans son domaine, et espère que l'Exécutif ne s'ingèrera pas dans ses décisions. **MA-TV** et **KOLO TV** confirment également

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



qu'aucun dépôt de candidature n'a encore été enregistré auprès de l'OVEC d'Antananarivo, 48 heures après son ouverture officielle. La station rapporte que des candidats sont passés à l'OVEC pour se renseigner sur les dossiers à fournir et pour vérifier leur nom sur la liste électorale. Concernant les délais, la date limite de dépôt est fixée au 16 novembre prochain ; et une commission sera mise en place pour vérifier et étudier chaque candidature. Les candidats dont les dossiers ne sont pas complets disposeront de 72h pour les régulariser. La liste des candidats aux sénatoriales sera connue le 29 décembre 2015 pour la province d'Antananarivo. La liste dans les régions Analamanga, Vakinankaratra, Bongolava et Itasy sera connue plus tôt. La deuxième station affirme que la CENI prévoit d'imprimer 15 000 bulletins de vote lors de ces sénatoriales. **TV PLUS** a ajouté que 13 mandataires dont celui du parti HVM et du parti AREMA ont demandé la liste des dossiers à fournir.

POLITIQUE INTERNE

LOI DE FINANCES INITIALE EXAMINEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le débat sur la Loi des finances initiale 2016 a porté sur la question de la décentralisation, qui s'est vue allouée un budget de 47 milliards d'Ariary. Effectivement, les députés demandent l'augmentation des subventions allouées aux collectivités territoriales décentralisées. Le député Razafimahatratra élu à Manakara a réagi en ce sens, demandant à ce que le débat sur le budget alloué aux provinces soit ouvert. Avant d'ajouter qu'il refuse la suspension du budget provincial et la répartition inégale des subventions entre les collectivités territoriales. « Le développement du pays concerne tout le monde quel que soit l'endroit », s'est-il exclamé.

RADIO PLUS rapporte que d'après la Commission finances et budget au sein de l'Assemblée nationale, il serait difficile de procéder à une répartition égale des subventions, étant donné que le nombre d'habitants et les étendus géographiques diffèrent selon chaque localité. De son côté, regrettant que la Loi de finance rectificative n'ait été soumise aux parlementaires que tardivement, le député Razafimily Constance, président de ladite Commission, souligne au micro de **VIVA** que de ce fait, l'Assemblée nationale ne pourra procéder qu'à la régularisation du projet de loi. Il a, en outre, dénoncé un manque de logique dans les termes de ce document, dans la mesure où les subventions allouées aux districts ont été réduites, de même qu'un déséquilibre budgétaire transparaît à travers ce projet de loi. Le journaliste de la station en conclut que ce retard est une manœuvre de l'Exécutif pour ne pas permettre à l'Hémicycle de décortiquer en bonne et due forme le document. **TV PLUS** informe, pour sa part, que les dépenses prévues pour l'année 2016 s'élèvent à 5 321 milliards d'Ariary. Fonds qui seront destinés essentiellement à la construction d'infrastructures ainsi qu'à la relance de tous les secteurs, notamment des entreprises franches.

VISITE INOPINEE DU GENERAL JEAN RAVELONARIVO AU TRIBUNAL D'ANOSY

Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a organisé une visite inopinée au Tribunal d'Anosy, le 5 novembre dernier, pour constater de visu le fonctionnement administratif du système judiciaire. Les fonctionnaires ont profité du passage du Chef du gouvernement pour exposer les difficultés liées au manque de matériel. Interrogé par les journalistes sur le taux de corruption élevé au sein de la Justice tel que démontré dans le rapport de l'Afrobaromètre

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



2014, le magistrat Jacques Randrianarisoa a déclaré que la corruption vient de l'extérieur et que les rabatteurs en sont les principaux responsables. Il a également essayé de justifier le retard de certains de ses collègues concernant leur arrivée au bureau, en mettant en avant les embouteillages.

Sur TV PLUS, l'information est relatée et approfondie à travers les interventions du procureur général de la Cour d'appel et du Premier ministre, qui n'ont pas manqué de condamner les rabatteurs en question. Aussi, le numéro un du gouvernement a appelé à la prise de responsabilité de tous, pour une meilleure gouvernance du système judiciaire. Tandis que FREE FM a emboîté le pas de TV PLUS, VIVA attire l'attention sur la longue file d'attente observée aux portes de l'administration, alors que les fonctionnaires ne sont toujours pas dans les bureaux. La station, tout en saluant l'initiative du Chef du gouvernement, a accusé la ministre de la Justice d'avoir essayé, tant bien que mal, de cacher la gabegie au sein du Tribunal.

PROPOS ILLEGITIMES

VIVA TV diffuse des rumeurs ciblant la Commission électorale nationale indépendante, selon laquelle « aucune élection n'a été organisée pour élire les membres du bureau permanent de la CENI. L'organigramme a déjà été établi à l'avance. Aussi, les actuels membres ont touché 5 millions d'Ariary pour accélérer leur prise de fonction ». En dépit de la gravité des accusations portées à l'encontre du nouvel organe en charge des élections et de ses membres, le journaliste de la station ne cite aucune source.

FORMAT DE COUVERTURE

VIVA a invité les politiciens Alain Ramaroson et Rasolofo René à faire le point sur la question des Iles Eparses, dans la deuxième partie de son **journal télévisé** du 5 novembre 2015, suite notamment aux premières réactions des autorités étatiques. Pour rappel, le Premier ministre Jean Ravelonarivo avait rétorqué à la presse que la question des Îles Eparses était du ressort du Chef de l'Etat malgache et du Président français. La ministre malgache des Affaires étrangères, Béatrice Atallah, pour sa part, avait rappelé qu'un comité ad-hoc a déjà été mis en place et les débats diplomatiques devaient se dérouler à huis clos. Les deux invités de la chaîne se sont unanimement insurgés contre le silence des tenants du régime face à « la déclaration de guerre » de l'ambassadeur de France, Véronique Vouland. Le politicien Alain Ramaroson a fortement critiqué la ministre des Affaires étrangères dont le rôle, rappelle-t-il, est de protéger la souveraineté de l'Etat. Pour le politicien, les îles Eparses représentent un potentiel économique énorme pour Madagascar. A titre d'exemple, il informe que les sociétés Marex et Sopenro ont versé 75 millions de dollars à l'Etat français pour être autorisées à poursuivre les explorations sur l'île Juan de Nova. Cette enveloppe aurait pu, selon lui, revenir à Madagascar. René Rasolofo, pour sa part, a souligné que ce manque de transparence dans la gestion des affaires étatiques constitue la première cause de pauvreté de la Grande île. Les deux personnalités ont invité tous les Malgaches, même la diaspora, à réagir et à soutenir le mouvement qui se forme. Les associations nationalistes prévoient

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



d'organiser un mouvement de contestation devant l'Hôtel de ville d'Antananarivo, « sur le lieu-même où la diplomate française a provoqué Madagascar ». VIVA a donné la possibilité à ses téléspectateurs d'entrer en direct durant le débat, via des appels téléphoniques, des SMS et des messages sur Facebook. Ce fut l'occasion pour les téléspectateurs de critiquer ouvertement les dirigeants étatiques. Ils les ont appelés à réagir et à faire preuve de plus de patriotisme. Certains ont déjà affiché leur pessimisme en émettant l'hypothèse selon laquelle les tenants du pouvoir ont sûrement déjà cédé ces îles à la France.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

